

L'observatoire

de l'économie du Pays de Brest

#114

La lettre des observatoires de l'ADEUPa - avril 2012

DÉFINITION DE L'OBSERVATOIRE

Créé en 1984, l'observatoire de l'économie, anciennement « tableau de bord de l'économie brestoise », joue un rôle de veille conjoncturelle à l'échelle du Pays de Brest. Il présente une analyse des activités économiques des entreprises, de la consommation des ménages et du marché de l'emploi. Depuis 2006, il est complété par une enquête de conjoncture, réalisée en collaboration avec la CCI de Brest, auprès des entreprises.

L'ADEUPa collecte les informations auprès de différents partenaires; des échanges réguliers permettent par ailleurs d'enrichir les analyses. Ce numéro a été réalisé en collaboration avec Inforem, l'observatoire emploi-formation de Brest métropole océane, qui a effectué l'analyse du marché du travail.



Credit photo : Dominique Leroux

2^e semestre 2011 : regain d'incertitudes

Dans la zone euro, depuis les tensions financières apparues dans le courant de l'été et de l'automne 2011, la situation conjoncturelle reste morose. L'activité s'est repliée au dernier trimestre 2011, sous l'effet d'une moindre confiance des consommateurs et des investisseurs.

Dans ce climat des affaires peu porteur, les entreprises du Pays de Brest enregistrent en 2011 un niveau d'activité globalement supérieur à celui de l'année 2010, grâce à un rebond au 1^{er} semestre. En revanche, la 2^e partie de l'année s'est caractérisée par un ralentissement de l'activité, en particulier dans les secteurs de l'industrie et de la construction. Dans le premier cas, le contexte reste difficile (recul de l'emploi intérimaire, contraction des investissements, repli des débouchés à l'export dans l'agroalimentaire, chômage

partiel conjoncturel...). La filière du bâtiment et travaux publics s'inquiète quant à elle pour les mois à venir en raison de récentes évolutions fiscales et du recul des investissements publics.

Conséquence de l'essoufflement de l'activité économique, la situation sur le marché du travail s'est dégradée. La hausse du chômage touche désormais tous les publics : hommes, femmes, jeunes, seniors, chômeurs de longue durée... La progression du nombre de demandeurs d'emploi s'inscrit toutefois en deçà des moyennes régionale et française.

Les ménages manifestent une grande prudence dans leurs comportements : le niveau de consommation orienté à la baisse conduit à une augmentation de l'épargne rémunérée ainsi qu'à une réduction du recours au crédit.



Credit photo : Vincent Gestin

PARTENAIRES : PÔLE EMPLOI, BANQUE DE FRANCE, CHAMBRE D'AGRICULTURE DU FINISTÈRE, CRCI DE BRETAGNE, CCI DE BREST, CMA29, BMO, DIRECTION RÉGIONALE DE L'ÉQUIPEMENT DE BRETAGNE, DIRECTION DÉPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, INSEE BRETAGNE, DIRECTION DES SERVICES FISCAUX, SOUS-PRÉFECTURE, TRÉSORERIE GÉNÉRALE, TRIBUNAL DE COMMERCE DE BREST, UBO, URSSAF DU FINISTÈRE

Une conjoncture atone

Apprécié en moyenne sur l'année 2011, le chiffre d'affaires¹ des entreprises a progressé dans le Pays de Brest.

Pour autant, après le rebond du 1^{er} semestre 2011, un ralentissement de l'activité des entreprises est enregistré dans la 2^e partie de l'année. Le niveau des exportations est également orienté à la baisse au cours de cette période. Le chiffre d'affaires des industries a légèrement décliné ; celui de la construction est relativement stable. Dans le secteur des services, les résultats sont très contrastés. Certaines activités tirent leur épingle du jeu, comme les entreprises de transport et logistique qui ont retrouvé une croissance du chiffre d'affaires au 4^e trimestre.

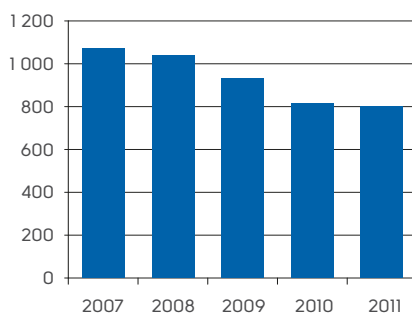
Nouvelle progression du trafic aérien

La plateforme brestoise a enregistré 990 927 passagers en 2011, soit près de 72 000 de plus que l'année précédente (+8%). La liaison avec Paris (+20%) s'est sensiblement renforcée avec l'offre low cost d'EasyJet sur Roissy (+37%). Les liaisons régionales ont progressé ensemble de 18%. Elles sont pour la plupart à la hausse, à l'exception notable de Marseille (-13%), du fait de l'interruption de la desserte par Ryanair pendant plusieurs mois. Mais l'ouverture, en octobre, d'une nouvelle ligne par Air France est venue renforcer la liaison avec la cité phocéenne. Brest devient ainsi la seule ville française reliée aux trois principales métropoles du pays (Paris, Lyon, Marseille), à la fois par Air France et une compagnie low-cost. Globalement, la part du trafic low-cost a atteint 26%, contre 23% en 2010. Enfin, les liaisons européennes progressent sur l'année, à l'exception de Londres Luton qui recule significativement (-85%).

Création d'entreprises : rebond dans le commerce

En 2011, de l'ordre de 800 entreprises (hors auto-entrepreneurs) ont été créées, soit un niveau comparable à 2010 et qui est relativement bas par rapport aux années antérieures. Un certain dynamisme est toutefois enregistré au cours du 2nd semestre (+8% par rapport au 2nd semestre 2010). Ce sont notamment les activités commerciales et, dans une moindre mesure, les services aux entreprises qui suscitent des projets. Ces deux secteurs d'activités représentent plus de la moitié des créations.

Création d'entreprises dans le Pays de Brest

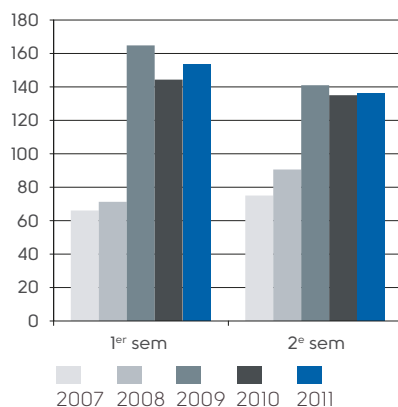


Source : CCI Brest, CMA29, données hors auto-entrepreneurs

Des défaillances d'entreprises toujours nombreuses

Voisin de 150 par an jusqu'en 2008, le nombre de défaillances d'entreprises a brusquement progressé pour atteindre depuis près de 300 procédures annuelles. Au 2^e semestre 2011, le volume de redressements et liquidations judiciaires est comparable à celui enregistré au cours de la même période en 2010. Dans l'année, la progression des dépôts de bilan est de 4%. Le secteur du bâtiment reste particulièrement touché (Celtic Peinture, Idéa agencements, Acore construction...). Le semestre est également marqué par le redressement judiciaire du chantier naval brestois, la Sobrena.

Nombre de redressements et liquidations judiciaires au Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



Source : Greffe du Tribunal de Commerce de Brest



CONJONCTURE MONDIALE ET NATIONALE : UNE ACTIVITÉ AU RALENTI

Dans l'ensemble des économies avancées, l'activité s'est repliée fin 2011 suite notamment au regain des tensions financières enregistré depuis l'été 2011. En France, le ralentissement de la croissance a été moindre aux 3^e et 4^e trimestres que chez la plupart des partenaires commerciaux européens. Le dynamisme de la demande intérieure et des exportations a soutenu l'activité. En revanche, la situation sur le marché du travail s'est dégradée, avec en particulier une forte contraction de l'emploi intérimaire. Pour 2012, l'INSEE prévoit une stabilité de l'activité au 1^{er} trimestre et un retour à une croissance modeste au 2^e trimestre (+0,2%). Les moteurs internes, emploi, consommation et investissement, tourneraient au ralenti.

¹ - Source : Direction des services fiscaux – en euros constants. Les renseignements concernent les entreprises qui déposent des déclarations CA3 selon le régime réel normal ; sont exclues celles qui dépendent de la Direction des Grandes Entreprises.

Analyse sectorielle

Industrie : ralentissement de l'activité

En Bretagne, les activités industrielles ont enregistré une nette progression du chiffre d'affaires en 2011 (+9%) selon la Banque de France ; les effectifs se sont légèrement étoffés (+1%), mais le niveau des investissements s'est contracté. En 2012, les chefs d'entreprise s'attendent à une décélération de l'activité.

Dans le Pays de Brest, le chiffre d'affaires des entreprises industrielles est orienté favorablement sur l'année 2011 (+5%), grâce notamment à une progression des débouchés à l'export. Le climat des affaires s'est pourtant dégradé au 2^e semestre 2011 avec un ralentissement de l'activité (-1% par rapport au 2^e semestre 2010) et un net repli du chiffre d'affaires à l'exportation pour les industries agroalimentaires. Autre signe d'inquiétude, le volume des effectifs intérimaires recule significativement au cours de l'année (-14%), notamment dans l'agroalimentaire.

Réparation navale civile : une année très difficile

L'activité de la Sobrena tournait au ralenti depuis le mois de septembre, puis le chantier de réparation navale s'est trouvé en rupture de commandes après les travaux sur le ferry Armorique de Brittany Ferries fin novembre. En 2011, pratiquement tous les indicateurs sont à la baisse. Le 2^e semestre s'est terminé par la mise en redressement judiciaire de l'entreprise (237 salariés), déclarée en cessation de paiement le 13 décembre dernier. Filiale du groupe Meunier, elle a obtenu 6 mois pour trouver un acquéreur et éviter ainsi la liquidation. Avec la reprise annoncée par le groupe hollandais Damen, l'année 2012 devrait se présenter sous de meilleurs auspices.

Port de commerce de Brest : +3% en 2011

Malgré un 2nd semestre en repli par rapport à la même période de 2010 (-8%), le trafic a progressé de 3% en un an. Avec 3,04 millions de tonnes de marchandises traitées en 2011, il reste ainsi, pour la 3^e année consécutive, le 1^{er} port de commerce breton. Tous les grands postes de trafic sont à la hausse, à l'exception notable des hydrocarbures (-12%), s'expliquant par une baisse de la consommation des carburants.

La croissance des matières premières agroalimentaires est pour l'essentiel tirée par le fort développement du trafic de graines de soja (+42%). L'exportation d'huiles végé-

tales (-29%) s'est heurtée à de meilleures ventes sur le marché français. Le trafic de vrac solides non agroalimentaires est en hausse de 2%, grâce notamment à la progression du sable. Les marchandises diverses enregistrent une croissance de 21%, en particulier grâce à un trafic des viandes et volailles congelées à l'export qui reste très dynamique (+25%). L'expansion du trafic conteneurs se poursuit (+27%) dépassant pour la 1^{re} fois la barre des 50 000 EVP (équivalent vingt pieds).

Bâtiment et travaux publics : légère progression

En Bretagne, d'après l'enquête réalisée par la Banque de France, le chiffre d'affaires s'est redressé en 2011 (+5%) ; mais, cette hausse est à relier à l'augmentation des cours des matériaux. En 2012, les professionnels attendent au mieux une stagnation de la production. La filière est inquiète pour différentes raisons : relèvement du taux de TVA de 5,5 à 7% à partir de janvier 2012, suppression du prêt à taux zéro dans l'ancien,

fin du dispositif Scellier, réduction du crédit d'impôt développement durable, hausse du coût du crédit pour les particuliers, recul des investissements du secteur public...

Dans le Pays de Brest, la hausse de l'activité en 2011 est comparable à l'échelle régionale ; le 2^e semestre a toutefois été marqué par une stagnation de l'activité. Les effectifs sont en légère hausse via le recrutement d'intérimaires. Les défaillances d'entreprises sont encore nombreuses.

Services : résultats satisfaisants

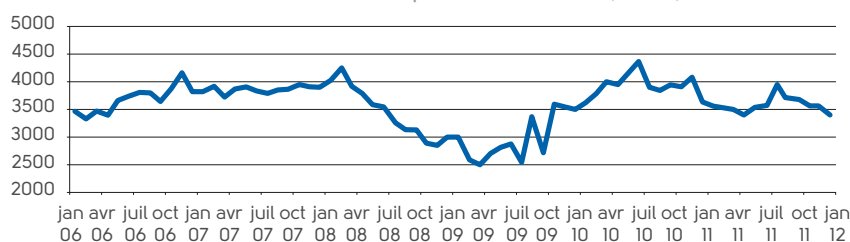
Les entreprises bretonnes ont enregistré une progression de leur chiffre d'affaires ; les activités informatiques et de transport ont été particulièrement dynamiques. Les effectifs et les investissements se sont redressés. Mais, d'après l'enquête de conjoncture de la Banque de France, les professionnels envisagent un ralentissement de l'activité en 2012.

Dans le Pays de Brest, les signaux dans ce secteur d'activité sont dans l'ensemble positifs en 2011.



Crédit photo : Dominique Leroux

Évolution mensuelle de l'emploi intérimaire (CVS*)



* CVS : Corrigée des Variations Saisonnières. Source : Pôle emploi, données provisoires

Effritement de l'emploi intérimaire

Pôle emploi comptabilise environ 3 400 intérimaires fin 2011 dans le Pays de Brest. L'intérim recule de 6% en un an ; la baisse est de 7% dans le Finistère et de 2% en Bretagne. L'industrie, principal secteur utilisateur de l'emploi intérimaire, enregistre la plus forte baisse d'effectifs en 2011 (-14%). Dans le tertiaire, le recul est de moindre mesure (-8%) ; ce sont principalement les activités commerciales qui sont affectées par ce repli. Le secteur de la construction est le seul à af-

ficher des résultats positifs : le redressement amorcé au 1^{er} semestre 2011 se confirme et l'année se solde par une hausse du nombre d'intérimaires de 6%.

Recul du chômage partiel

Le dispositif de chômage partiel permet de maintenir les salariés dans l'entreprise malgré une baisse d'activité ponctuelle qui peut notamment être imputable à la conjoncture économique. En 2011, les demandes de chômage partiel conjoncturel ont été moins nombreuses qu'en 2010. Pour autant,

si le nombre d'heures autorisées a été trois fois moins élevé que l'année précédente, le volume d'heures consommées a progressé (+8%). Près de 300 salariés (en cumul) ont été affectés par ce dispositif dans l'année. Les entreprises recourant au chômage partiel conjoncturel sont principalement issues des filières industrielles : activité de fabrication de cartes électroniques, fabrication de produits métalliques, industrie agroalimentaire... Quelques entreprises de services (conseils en gestion, activités d'architecture, de géomètre, d'ingénierie...) et de construction ont également consommé des heures de chômage partiel conjoncturel.

IMMOBILIER D'ENTREPRISES

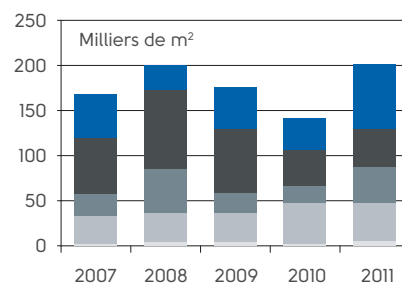
Boom de la construction

Environ 200 000 m² de SHON² ont été autorisés au cours de l'année, soit un niveau de construction comparable à celui enregistré en 2008.

Par rapport à 2010, le volume de surfaces autorisées en locaux d'activités a très fortement augmenté en 2011 (+42%), tout particulièrement au 2nd semestre. Ces résultats

positifs tiennent notamment au niveau des investissements réalisés par les organismes publics (autorisation obtenue par exemple pour le futur Campus des Métiers, réalisé par la CCI de Brest et dédié à l'apprentissage et à la professionnalisation). A contrario, le niveau d'investissement dans le secteur industriel est le plus bas des dix dernières années.

Surface de locaux autorisés



- Service public
- Industrie / artisanat / entrepôt
- Commerce
- Bureaux
- Hébergement hôtelier

Source : DREAL - Sit@del2

Principales opérations autorisées au 2^e semestre 2011

Demandeur	Lieu des travaux	Nature de la demande	Shon créée
CCI de Brest	Botspern - Guipavas	Centre de formation	18 555 m ²
J2D Promotion	Rue Henri Becquerel - Gouesnou	Bureaux	11 490 m ²
Kermarrec Promotion	Rue Antoine de St Exupéry - Guipavas	Bureaux	8 016 m ²
Congrégation des sœurs hospitalières de St-Thomas	Rue François Guivarch - Plougastel	Maison de retraite	7 207 m ²
CHRU Brest	Bd Tanguy Prigent - Brest	Santé	4 859 m ²

Source : DREAL - Sit@del2



2- SHON : Surface hors œuvre nette

ÉCONOMIE BRETONNE

Repli de l'activité au 2nd semestre

Selon la Banque de France, l'activité des entreprises bretonnes a dans l'ensemble progressé au cours de l'année 2011 grâce un pic au 1^{er} semestre. Au 2nd semestre, les résultats se sont en revanche repliés, comme au niveau national. Les investissements sont restés stables par rapport à 2010, à l'exception des services marchands en légère hausse.

L'INSEE indique que l'évolution de l'emploi salarié reste atone au 3^e trimestre 2011 (+0,1%). En un an, la hausse atteint 0,5%. Le recul de l'emploi intérimaire se poursuit.

marché du travail

DEMANDEURS D'EMPLOI

Dégradation du marché du travail

Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse, mais dans des proportions moindres qu'ailleurs.

Fin décembre 2011, le Pays de Brest compte 15 821 demandeurs d'emploi de catégorie A³. Après plusieurs mois de baisse, le nombre d'inscrits progresse à nouveau : +3 % en un an contre +7 % en Bretagne et +6 % en France.

Sur les six derniers mois de l'année 2011, cette hausse a été quasi continue en région, en métropole et dans le Pays de Brest.

L'amélioration du marché du travail observée en début d'année a donc été brève. Les prévisions économiques ne sont guère favorables pour les mois à venir. Dans ce contexte, la hausse du chômage pourrait donc perdurer.

Dans le Pays de Brest, 24 586 demandeurs d'emploi sont inscrits dans les catégories A, B⁴ et C⁵ fin décembre 2011. En un an, leur nombre s'est accru de 3 % contre +6 % en Bretagne et +5 % en France.

Sur le 2nd semestre 2011, la hausse a été constante, quel que soit le territoire observé. Seul le mois de décembre a enregistré un ralentissement, tant au niveau local que régional ou national.

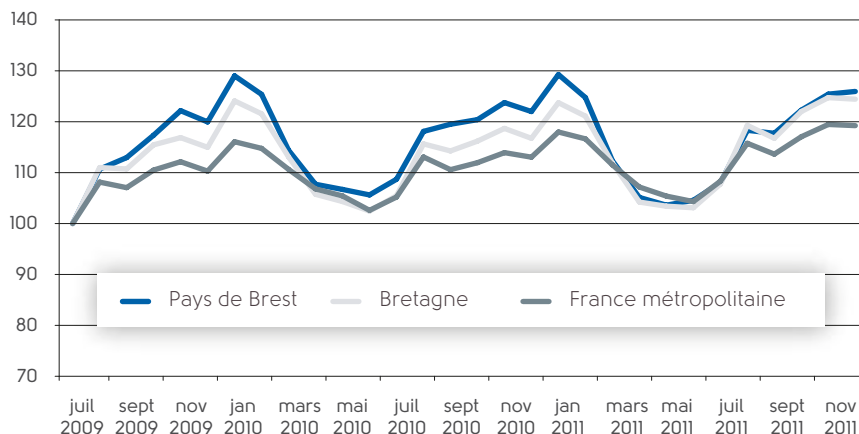
La hausse du chômage touche tous les publics

Pour la première fois depuis plusieurs mois, le chômage des hommes et des jeunes progresse. Le chômage des femmes et des seniors continue d'augmenter tandis qu'il se stabilise chez les chômeurs de longue durée.

Hormis les jeunes, cette progression de la demande d'emploi dans le Pays de Brest s'inscrit en deçà des moyennes nationale et régionale.

Ainsi en un an, le nombre d'inscrits de moins de 25 ans a progressé de 3 % dans le Pays de Brest, comme en Bretagne et en France. Cette hausse peut s'expliquer par un ralentissement général de l'activité économique. Le chômage des jeunes est équivalent aux moyennes régionale et nationale et concerne 18 % des inscrits en catégorie A. Ce public rencontre toujours des difficultés d'insertion professionnelle puisque selon l'INSEE, le taux de chômage des moins de 25 ans en France (22,4 % à fin 2011) est bien

Evolution du nombre des demandeurs d'emploi de catégorie A (indice 100 en janvier 2009) en données brutes



Source : Pôle Emploi Rennes - Traitement ADEUPa

supérieur aux autres classes d'âge (ex : 6,5 % pour les 50 ans et plus).

Fin 2011, les hommes sont majoritaires dans la demande d'emploi de catégorie A, ils représentent 51 % des inscrits. Comme pour les jeunes, le chômage masculin augmente pour la première fois depuis un an : +2 % par rapport à fin 2010 contre +6 % en Bretagne et +4 % en France. La fragilité de l'activité économique dans l'industrie et l'intérim peut expliquer en partie cette rechute.

La demande d'emploi des femmes, quant à elle, poursuit sa progression : +4% en un an (7% en région et en métropole).

Bien que le chômage des 50 ans et plus soit équivalent aux moyennes nationale et régionale, leur nombre augmente fortement au regard des autres publics (+8 % en un an).

Cette progression s'inscrit tout de même en deçà des hausses bretonne et française.

Fin 2011, un tiers des inscrits en catégorie A recherchent un emploi depuis plus d'un an. Supérieur de trois points à la moyenne régionale, le chômage de longue durée est particulièrement prégnant dans le Pays de Brest. En un an, il a progressé modérément : +1 % contre +6 % en Bretagne et +7 % en France.

La hausse est particulièrement élevée pour les inscrits depuis plus de trois ans : +23 % en un an contre +26 % en métropole et +27 % en région. Dans le Pays de Brest, le chômage de très longue durée se renforce donc et son niveau devient préoccupant. Il représente ainsi le quart des chômeurs de longue durée contre 23 % en France et 22 % en Bretagne.

La structure de la demande d'emploi fin décembre 2011 (données brutes) :

	Pays de Brest		Bretagne		France	
	Part en % Cat. A	Évolution sur un an	Part en % Cat. A	Évolution sur un an	Part en % Cat. A	Évolution sur un an
Jeunes	18,3 %	+3,4 %	17,5 %	+3,1 %	17,6 %	+2,7 %
Femmes	49,3 %	+4,4 %	47,7 %	+7,4 %	47,9 %	+7,2 %
Seniors	19,1 %	+7,7 %	20,2 %	+15,7 %	19,7 %	+15,7 %
Chômeurs de longue durée	32,5 %	+1,1 %	30,3 %	+5,8 %	32,0 %	+6,5 %

Source : Direccte Unité Territoriale du Finistère

3- Catégorie A : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi. Principal indicateur mensuel du chômage, il correspond aux personnes n'ayant pas du tout travaillé au cours du mois précédent.

4- Catégorie B : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (c'est-à-dire de 78 heures ou moins au cours du mois).

5- Catégorie C : Demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (c'est-à-dire de plus de 78 heures au cours du mois).

Stabilisation du taux de chômage à 8,2%

Au 4^e trimestre 2011, le taux de chômage de la zone d'emploi de Brest s'élève à 8,2% de la population active. Après avoir augmenté au 3^e trimestre 2011 pour la première fois depuis début 2010, le taux de chômage se stabilise fin 2011.

Ailleurs, la situation se détériore. Le taux de chômage continue de croître en Bretagne comme en France depuis le 3^e trimestre 2011. Fin 2011, il atteint 8% en région et 9,4% dans l'Hexagone, soit une hausse de 0,1 point par rapport au trimestre précédent sur ces deux territoires.

Progression du volume d'embauches

Au 2nd semestre 2011, le volume des embauches est nettement supérieur aux 2nds semestres des années 2008 (+18 %), 2009 (+9 %) et 2010 (+7 %).

À l'instar des semestres précédents, les principaux secteurs recruteurs du Pays de Brest sont les services administratifs et de soutien aux entreprises⁶ (41 % des embauches), la santé-action sociale (13 %) et le commerce (9 %).

Deux secteurs ont davantage recruté par rapport à la même période l'an dernier. Il s'agit de l'hébergement-restauration (+17 %) et des autres activités de services⁷ (+16 %).

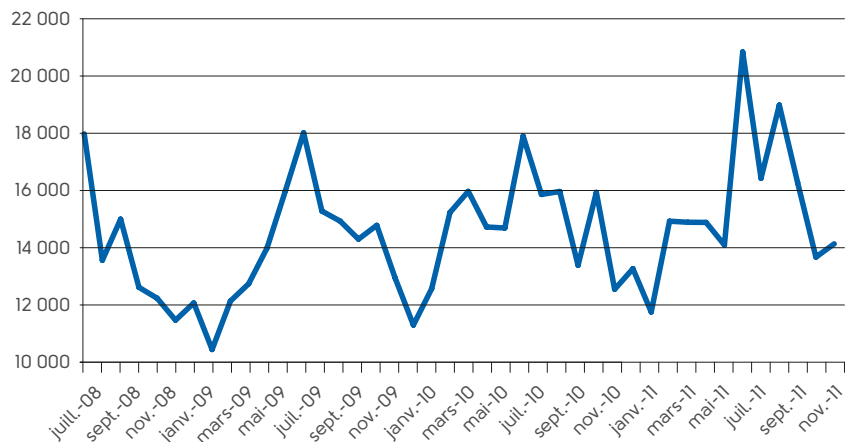
À l'inverse, le volume d'embauches a reculé dans l'agriculture-pêche (-27 % par rapport au 2nd semestre 2010), l'industrie manufacturière⁸ (-9 %) et le transport-entreposage (-7 %). Pour ces deux derniers secteurs, le repli est à relativiser du fait du recours éventuel à l'intérim, compté dans les services administratifs et de soutien aux entreprises.

Hausse des offres de courte durée

Le volume d'offres d'emploi collectées au 2nd semestre 2011 par Pôle emploi affiche une progression nette par rapport à la même période de l'an dernier : +4 % contre +1 % en Bretagne et +5 % en France. Les mois de juillet et de septembre 2011 ont été particulièrement favorables.

Cette hausse s'explique surtout par la progression des offres temporaires et occasionnelles.

Évolution du nombre de déclarations préalables à l'embauche de juillet 2008 à décembre 2011 dans le Pays de Brest



DPAE : Les Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) ont pour avantage de comptabiliser l'ensemble des embauches réalisées sur le territoire (y compris le marché dit « caché »). La vision est donc exhaustive sur les secteurs recruteurs. En revanche, les DPAE présentent l'inconvénient de prendre en compte toutes les offres, temporaires comme pérennes.

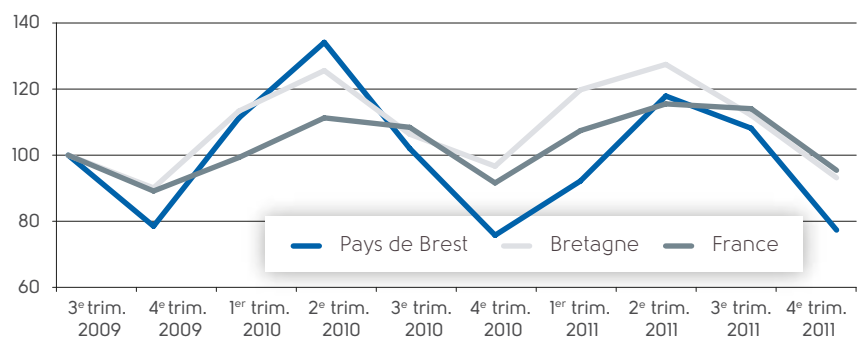
Les offres temporaires (1 à 6 mois) ont bondi de 7 % dans le Pays de Brest, comme en France. Désormais, elles représentent 42 % des offres collectées par Pôle emploi. Cette part est comparable à la moyenne nationale.

Le nombre d'offres occasionnelles (moins d'un mois) a lui aussi fortement progressé : +6 % tandis qu'en France, il reculait (-6 %). Les offres de moins d'un mois représentent 17 % des offres enregistrées dans le Pays de Brest (15 % en France).

Enfin, les offres durables (plus de six mois) ont évolué de manière mesurée : +1 % (+3 % en région et +7 % dans l'hexagone). Désormais, elles représentent 41 % des offres collectées par Pôle emploi. Cette part est équivalente à la moyenne bretonne mais est inférieure de deux points à la moyenne nationale.

>>> suite p.8

Évolution du nombre d'offres totales enregistrées à Pôle emploi Données brutes - base 100 3^e trim. 2009



Source : Pôle emploi - Traitement ADEUPa

6- Selon l'INSEE, ce sont diverses activités de soutien aux activités générales des entreprises. Ex : sécurité, nettoyage, aménagement paysager, activités de location, activités liées à l'emploi (agences de travail temporaire...), activités des agences de voyage, centres d'appels...

7- Selon l'INSEE, les « autres activités de service » comprennent les activités d'organisations associatives, la réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques, les autres services personnels (blanchisserie, coiffure, esthétique, services funéraires...).

8- Selon l'INSEE, « l'industrie manufacturière » est une industrie de transformation des biens. Elle comprend notamment l'industrie agroalimentaire, la construction et réparation navale, la métallurgie, l'industrie des biens électriques et électroniques...

Les ménages

Une consommation qui semble ralentir

Selon les données fournies par les services fiscaux, les résultats du 3^e trimestre témoignent d'un ralentissement de la consommation des ménages dans les commerces de détail du Pays de Brest par rapport à la même période en 2010 (d'un niveau équivalent à celui de 2009). À l'inverse, la consommation dans les activités de restauration et d'hébergement s'inscrit en hausse.

Pour le 4^e trimestre 2011, nous ne disposons pas des informations pour le commerce de détail. Les activités de restauration et d'hébergement sont orientées à la baisse par rapport à l'année dernière.

Des ménages prudents pour l'avenir

Le niveau de trésorerie des ménages du Pays de Brest semble s'être redressé significativement en début de période ; cette amélioration s'avère ponctuelle et le dernier trimestre est sensiblement moins bon. Les recours aux crédits à la consommation tendent à se réduire légèrement tout comme les crédits revolving. Dans le même temps, le niveau d'épargne progresse pour l'épargne rémunérée ; l'épargne assurance stagne et l'épargne financière diminue significativement. Ce type d'évolution traduit

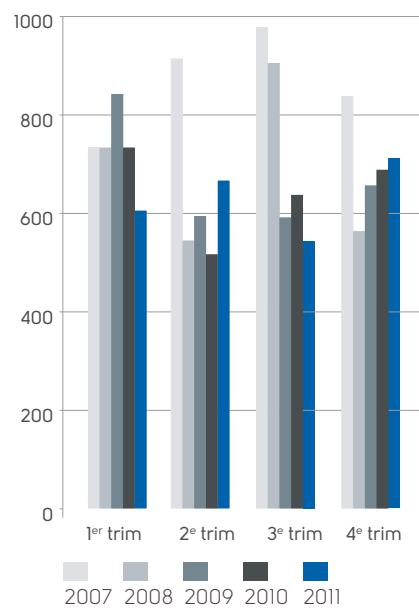
bien une moindre confiance dans l'avenir et correspond à un niveau de consommation en baisse.

En ce qui concerne les permis de construire, la situation évolue de façon contrastée : au 3^e trimestre, ils diminuent alors qu'ils progressent légèrement au 4^e trimestre. Le marché de l'individuel pur recule tout au long de la période et retrouve des niveaux comparables à ceux d'avant le pic de 2007-2008. Les bons résultats du dernier trimestre s'expliquent essentiellement par une hausse sensible de l'individuel groupé (porté à la fois par le logement collectif public et la fin du dispositif Scellier).



Credit photo : Yvan Breton

Nombre de permis de construire autorisés



Source : DREAL - Sit@del2

En France, la consommation des ménages a progressé fin 2011 mais recule sur l'ensemble de l'année. Ce tassement est intervenu alors que la hausse des prix atteignait 2,5 % sur un an. Le niveau des dépenses (consommation + investissement) reste particulièrement faible. Les ménages ont stabilisé leurs investissements en logement alors que les mises en chantier de logement s'inscrivent en hausse. L'explication réside dans le fait qu'il s'agisse de la mise en œuvre de programmes vendus en 2009 et 2010.

Pour l'ensemble de l'année, le taux d'épargne est estimé à 16,9% soit un niveau qui n'avait plus été observé depuis 30 ans. Le montant des crédits à l'habitat s'est contracté en fin d'année ; il peut s'agir d'une période d'attente avant la mise en œuvre des nouvelles dispositions fiscales en 2012.

L'INSEE estime que le niveau de confiance des ménages reste stable avec une situation financière qualifiée en baisse et une opportunité d'épargner en hausse.

>>> suite de la page 6

Accroissement des entrées et sorties de la demande d'emploi

Ce semestre, le nombre d'entrées dans la demande d'emploi a augmenté de 2 % par rapport à la même période l'an dernier.



Crédit photo : Michel Coquil

Cette progression s'explique essentiellement par le bond des inscriptions suite à une fin de CDD (+11 %) et de missions d'intérim (+10 %). Le ralentissement de l'activité économique a pu conduire les employeurs à ne pas renouveler les contrats de travail précaires. Désormais, 42 % des entrées dans la demande d'emploi de catégories A-B-C ont pour origine la fin de contrats à durée déterminée ou de missions de travail temporaire, contre 39 % fin 2010.

A contrario, le volume d'inscriptions chez les premières entrées (-28 %) et les autres licenciements (-4 %) affiche un repli.

Seul signe encourageant dans ce contexte de dégradation du marché du travail, le volume de sorties de la demande d'emploi s'inscrit en légère hausse : +1 % par rapport au 2nd semestre 2010.

Plusieurs motifs expliquent cette modeste augmentation : les suspensions (ou radiations administratives : +29 % par rapport à fin 2010), les autres cas⁹ (+12 %), les sorties pour formation (+9 %) et pour reprise d'emploi (+7 %).

9- Selon la Direccte, les autres cas recouvrent des situations ne correspondant à aucune autre ventilation.

Dates du semestre

Juillet

- Baptisée **Sea Test Base**, une plateforme d'essais en mer pour le développement d'équipements marins et sous-marins, est inaugurée sur le site de l'École navale à Lanvéoc-Poulmic. Ces moyens d'essais en mer ont pour objectif d'accélérer la mise au point de technologies nouvelles par les entreprises et les laboratoires.
- Le Crédit Mutuel Arkéa crée la filiale « **Arkéa Capital Partenaire** », dotée de 400 M€ de fonds propres, pour des prises de participation dans les grandes entreprises familiales régionales.
- Le groupe **Le Saint** (Bourg-Blanc), spécialisé dans le négoce de fruits, légumes et produits de la mer, crée une nouvelle plate-forme à Quimper de 4 000 m², dédié à ses filiales **Elbé fruits** et **La légumière**.
- Alain Puillandre reprend la société de sous-traitance électronique **Breizadic** et crée **Aode Electronics** (Plouzané, 25 salariés).

Août

- La 1ère hydrolienne d'EDF, conçue par l'entreprise irlandaise **Openhydro** et montée par **DCNS**, est mise à l'eau au large de Bréhat. La turbine de 16 mètres de diamètre est une première mondiale.

Septembre

- L'enseigne de bricolage **Florican** (Plougastel-Daoulas, 43 salariés) est placée en redressement judiciaire pour une période de 6 mois.
- La société **Celtic peinture** (Brest, 58 salariés) fait l'objet d'une liquidation judiciaire.

Octobre

- La **clinique Pasteur** dévoile ses projets, basés sur une coopération forte avec le CHRU, et annonce une extension de 2 000 m² pour accueillir de nouvelles consultations.
- **Danisco** (La Forêt-Landerneau, 50 salariés), spécialisée dans l'extraction et la vente d'alginate pour les professionnels de l'agroalimentaire et de la cosmétologie, va investir 3,5 M€ pour moderniser son outil de production.

Décembre

- **Ifremer** inaugure une nouvelle plate-forme de préparation aux expéditions océaniques. L'ensemble immobilier représente un investissement de 2 M€.
- **Idéa agencements** (Brest, 48 salariés), entreprise spécialisée dans les travaux d'agencement intérieur, est en redressement judiciaire.
- Le tribunal de commerce de Brest prononce le placement en redressement judiciaire de la **Sobrena**, le chantier brestois de réparation navale civile (240 salariés).

Pays de Brest

Emplois en 2008 :

158 734 emplois

dont

142 404 emplois salariés

source : INSEE, RP

Nombre de demandeurs d'emploi au 31 décembre 2011

15 821 en catégorie A

3 778 en catégorie B

4 987 en catégorie C

Source : Direccte
Unité Territoriale du Finistère

Taux de chômage de la zone d'emploi de Brest au 4^e trimestre 2011

8,2 %

Source : INSEE

(ADEUPa
B R E S T

L'OBSERVATOIRE
DE L'ÉCONOMIE DU PAYS
DE BREST

Directrice de la publication :

Claire Guihéneuf

Réalisation :

François Rivoal, Nadine Le Hir,
Céline Dagorn (Bmo - Inforem)

Traitements statistiques :

Arnaud Jaouen

Maquette et mise en page :

Dynamo+ Brest avec le concours
d'Hippocampe

Contact : ADEUPa – 24 rue
de Coat ar Gueven 29200 Brest

Tél : 02 98 98 33 51 71

Courriel : adeupa-de-brest
@adeupa-brest.fr

Site web : www.adeupa-brest.fr

Tirage : 600 exemplaires

Dépôt légal : 2^e trimestre 2012

ISSN : 1623-6084

Réf. 12/94